



Communiqué de presse Pour diffusion immédiate

Plus d'une centaine de personnes bloquent le siège social du Parti Libéral du Québec pour le communautaire

Québec, le 7 février 2018 – Depuis 8h00 ce matin, plus d'une centaine de citoyennes et de citoyens bloquent l'accès au siège social du Parti Libéral du Québec pour exiger du gouvernement de faire des organismes communautaires autonomes une priorité. Cette action s'inscrit dans le cadre de la campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#) qui mobilise 4000 groupes dans toute la province. Aujourd'hui, des actions ont lieu [dans toutes les régions de la province](#). À Québec, la journée se poursuivra avec une tournée des bureaux de députées et députés (*voir invitation en pièce jointe*) dès 13h30 pour leur livrer [les revendications](#) des organismes communautaires autonomes :

- Rehaussement de leur financement de base;
- Respect de leur autonomie;
- Reconnaissance de leur rôle dans le progrès social au Québec;
- Réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux.

Bloquons le sabotage du filet social

La symbolique du blocage réfère directement aux blocages répétés du Parti Libéral du Québec envers toutes politiques structurantes d'équité et de justice sociale :

« Nous bloquons aujourd'hui l'accès au siège social libéral comme les libéraux bloquent l'accès aux organismes communautaires autonomes, aux services publics et aux programmes sociaux pour les citoyennes et citoyens du Québec dans le besoin. », dénonce Raphaël Létourneau, co-porte-parole régional de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*.

« Ce gouvernement bloque même toutes possibilités d'aller chercher de nouveaux revenus afin de se donner les moyens de financer adéquatement le filet social québécois. Pendant ce temps, des sommes astronomiques se retrouvent dans des paradis fiscaux, et l'on ne cesse de faire des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux institutions financières. Plus encore, après des milliards en coupures, le les libéraux annoncent des baisses d'impôts qui priveront l'État de revenus essentiels. Cette baisse des revenus laisse présager un désastreux retour à l'austérité. »

Un mouvement communautaire qui se meurt

Le sous-financement chronique oblige les organismes à réduire leurs activités et leurs services, à réduire leurs horaires d'ouverture, à mettre en place des listes d'attente, voire une tarification, sans parler de l'appauvrissement des travailleuses et travailleurs du milieu.

« Les organismes communautaires autonomes, ce sont des citoyennes et des citoyens de l'ensemble de la province, enracinés dans les quartiers et les angles morts de la société, qui s'organisent collectivement pour répondre aux besoins et aspirations de leurs communautés. », rappelle Nicole Dionne, co-porte-parole régionale de la campagne.

« Avec un financement suffisant et une autonomie de gestion des fonds, chaque dollar aide concrètement des êtres humains, leur donne une voix, leur permet de participer activement dans notre société et de la transformer », poursuit-elle.

Les organismes communautaires autonomes ont d'ailleurs été des témoins actifs des impacts de l'approche comptable de l'austérité libérale des dernières années :

« Les multiples coupures dans le filet social ont réellement affecté les conditions de vie des gens, causant pauvreté, isolement, préjugés, souffrance, stigmatisation et nombre d'inégalités qui vulnérabilisent des personnes. Des personnes qui ont droit à la dignité, peu importe les difficultés qu'ils et elles ont à traverser », souligne Raphaël Létourneau.

« Concrètement, ce sont des femmes victimes de violences, des jeunes dans la rue, des personnes avec des dépendances, des personnes immigrantes, des personnes vivant avec des handicaps ou des problèmes de santé mentale, des personnes locataires, sans-emploi, bénéficiaire de l'aide sociale, ou ayant de l'insécurité alimentaire qui sont laissées à elles-mêmes. », conclue-t-il.

Quoi? : Blocage du siège social du Parti Libéral du Québec pour la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*

Qui? : Plus d'une centaine de personnes issues des organismes communautaires autonomes de la Capitale-Nationale

Quand? : Le 7 février 2018 depuis 8h00

Où? : Siège social du Parti Libéral du Québec, 1150 Boulevard Wilfrid-Hamel, Québec

Une pétition de plus de 30 000 signatures sera également déposée à l'Assemblée nationale au courant de la journée.

-30-

-Regroupement des organismes communautaires de la région 03 (ROC 03)

-Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12)

-Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix) (RGF-CN)

Pour informations et/ou entrevue, contactez :

Raphaël Létourneau

Responsable des communications

Regroupement des organismes communautaires de la région 03

Cellulaire : 581-985-8187 / Courriel : communications@roc03.com